● (1210)

J'ai hésité ce matin à intervenir dans le débat, car je m'attendais à tout moment à entendre les voix d'outre-tombe de Sir John A. Macdonald et de John Diefenbaker retentir sous les voûtes de la Chambre. En fait, je crois les entendre maintenant. Je distingue presque M. Diefenbaker, les bajoues tremblantes, qui se penche de toute sa hauteur et avec inquiétude sur le gouvernement et qui dénonce sa vision nouvelle d'un Canada qui sert de tremplin. La politique nationale de John A. Macdonald est devenue l'économie marchepied du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens).

C'est à cela qu'aura abouti ce débat historique à la Chambre des communes. Je me souviens de la conférence de presse que le ministre a accordée il y a déjà un bon moment et au cours de laquelle il avait négligemment prédit que son projet de loi serait adopté dans deux ou trois mois. Il ne l'a pas été. S'il ne l'a pas été, si nous l'avons combattu aussi énergiquement, c'est parce qu'il comporte de graves défauts, qu'il s'agit d'une mesure dangereuse et irresponsable de la part d'un gouvernement moins soucieux des besoins de l'économie que du désir de consacrer un mythe idéologique. C'est un projet de loi conçu en fonction non pas des difficultés que l'économie éprouve ou de défis qu'elle doit relever, mais des lubies d'un ministre réactionnaire.

C'est un projet de loi que le gouvernement conservateur a tenté de justifier en invoquant des arguments fallacieux et impertinents, ces chiffres par exemple qu'il a présentés aujourd'hui. Il a avancé des arguments qui visaient à masquer les vrais objectifs du projet de loi au lieu de définir les maux qui affligent notre pays et d'offrir les remèdes appropriés. Tout ce qu'il a dit procédait d'un désir de propagande et non d'honnêteté. Il a conduit l'examen de ce projet de loi à la Chambre sans le moindre doigté, avec une sorte d'arrogance et d'orgueil autocratiques qui ont transformé nos traditions parlementaires en une démarche pénible, vulgaire et sans la moindre grâce. C'est indubitablement le fait d'une brute, et non pas d'un guide économique.

Je tiens à dire combien je suis fier du caucus néo-démocrate. Il s'est battu sans relâche pour empêcher que la Chambre n'adopte ce projet de loi. J'en suis fier pour deux raisons. Tout d'abord, il a fait en sorte que certains projets de mainmise étrangère soient assujettis à l'examen de l'Agence. Sans lui, elles n'auraient été assujetties à aucun examen, ou à des normes moins rigoureuses.

Je songe tout particulièrement aux travailleurs de la Canadian Porcelain qui sont allés voir le ministre ce matin et lui ont demandé d'intervenir pour faire en sorte que leur coopérative locale ait la chance de réaliser ses espoirs et ses aspirations au sein de leur localité. Il ne leur aurait pas été possible de chercher à obtenir réparation si nous n'avions pas fait retarder l'adoption du projet de loi, ce qui leur en a donné la chance grâce aux dispositions de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger. Deuxièmement, il me paraît important que l'on perçoive maintenant le projet de loi comme partie intégrante d'une vaste stratégie économique conservatrice—une stratégie que le budget a dévoilée clairement aux Canadiens. Il s'agit d'une stratégie consistant essentiellement à combler de

Investissement Canada—Loi

cadeaux les investisseurs étrangers, les spéculateurs et les grandes sociétés pétrolières du pays au moyen de toutes sortes de mesures abjectes de soutien. Voilà les gens qui en profitent. Ceux qui en font les frais sont les retraités, les femmes qui espéraient en vain trouver des initiatives en leur faveur dans le budget, et les jeunes Canadiens qui espéraient en vain eux aussi y trouver des mesures créatrices d'emplois.

Le projet de loi dont nous sommes saisis s'inscrit dans le cadre de la vaste et colossale entreprise de redistribution que le gouvernement veut mettre en œuvre. Cette redistribution fera mal à la grande majorité des Canadiens tandis qu'elle profitera aux investisseurs étrangers dont parle le ministre. Cela se fera cependant au détriment de nos concitoyens, des petits exploitants, des jeunes et des retraités. Cela se fera aux dépens de ceux qui ont eu à faire des sacrifices pour nous élever tous, de ceux qui ont fourni le support économique qui a permis de bâtir le pays. Les défauts, les erreurs et les omissions que présente le projet de loi sont vraiment frappants.

La mesure à l'étude représente un exercice de rédaction absolument consternant. Il comporte des échappatoires si énormes qu'on pourra se livrer aux tours de passe-passe les plus incroyables. Certaines de ces échappatoires permettront l'acquisition de la succursale d'une succursale de société américaine sans absolument aucun processus d'examen. Le projet de loi ne prévoit pas l'examen des succursales, uniquement des filiales. On y trouve en outre des échappatoires qui ne permettent même pas de définir le niveau d'actif qu'il faut prendre en compte pour établir le seuil d'examen prévu. Encore une fois, cela donnera beaucoup de travail aux avocats qui pourront tirer profit de cet élément désastreux inscrit par mégarde ou peut-être de propos délibéré dans le projet de loi.

Il s'agit d'un projet de loi qui ajoute encore au pouvoir du ministre. Ce que j'ai déjà décrit comme la pieuvre du Canada disposera d'un tentacule de plus dont le ministre aura le contrôle. Le projet de loi parle d'encourager les investissements au Canada; or il ne comporte pas une seule recommandation précise en vue de donner de l'expansion et de l'aide aux entreprises appartenant à des intérêts canadiens. Nous avons tâché d'y remédier en proposant un amendement visant à confier au ministre un mandat le chargeant précisément de venir en aide aux entreprises sous contrôle canadien. C'est le Nouveau parti démocratique qui appuie l'entreprise canadienne, pas les députés qui siègent sur les banquettes ministérielles. La majorité conservatrice a bien sûr rejeté cet amendement.

La mesure à l'étude comporte des seuils si élevés que d'importantes entreprises dans des localités clés d'un bout à l'autre du pays ne pourront plus recourir au gouvernement pour obtenir le genre d'appui en matière de négociation entourant les mainmises étrangères qui devrait pourtant exister. Le gouvernement a refusé d'incorporer dans le projet de loi des suggestions importantes et constructives touchant de nouveaux critères à considérer en cherchant à évaluer l'avantage net. C'est incroyable, mais la majorité conservatrice des membres du comité chargé d'examiner le projet de loi ont rejeté le critère visant à établir si la société étrangère désireuse d'acquiescer une entreprise canadienne est ou non une entreprise économiquement viable.